

En attendant Renault... Les salariés lorrains du fournisseur TRW mobilisent PSA et une filiale de Toyota dans leur pari de reprise

by La Tribune - jeudi, décembre 20, 2012

<https://correspondances.fr/vt2i-en-attendant-renault-les-salaries-lorrains-du-fournisseur-trw-mobilisent-psa-et-une-filiale-de-toyota-dans-leur-pari-de-reprise/>

Le tribunal de commerce d'Epinal statuera vendredi sur la liquidation de l'usine TRW de Ramonchamp. Le maintien des commandes de Renault permettrait une reprise négociée de haute lutte avec le groupe américain.

Les négociations se poursuivent d'heure en heure entre les fondateurs de Vosges Technique Innovation Industrie (VTII, la future société dont les statuts ont été déposés par les trois cadres de TRW candidats à la reprise) et la direction de Renault pour convenir d'un volume de pièces qui permettrait à la jeune entreprise de déposer demain, vendredi, une offre de reprise au tribunal de commerce d'Epinal.

Placée en redressement judiciaire en juin dernier, le site de 313 salariés, a maintenu ses certifications et poursuivi une livraison irréprochable auprès des constructeurs. La division Pièces de rechange de TRW, PSA et JTEK, filiale de Toyota, ont confirmé leurs commandes auprès de la future entité. Reste à convaincre Renault, encore réticent, pour valider un projet de reprise soutenu par les services de l'Etat, les collectivités locales et la vallée vosgienne de la Moselle tout entière.

TRW s'est fait conciliant

En juin dernier, le parquet d'Epinal a fait sensation en refusant le redressement judiciaire accordé au groupe américain pour sa filiale vosgienne, qui cumulait 29 millions d'euros de pertes. Le procureur soupçonnait le groupe américain de vouloir contourner la loi pour éviter un plan social. Confirmé un mois plus tard, le redressement judiciaire a placé TRW en position délicate. Pugnace, le comité d'entreprise menaçait sa maison-mère de demander l'extension de la procédure à l'ensemble du groupe et d'intenter des procédures juridiques aux Etats-Unis, sans préjudice de poursuites aux prud'hommes. Sous la pression, le groupe a emboîté le pas à un projet de reprise inédit dans la sous-traitance automobile.

L'accord conclu fin novembre prévoit la cession de l'ensemble du site pour l'euro symbolique, l'autorisation d'utiliser gratuitement les licences durant cinq ans, un soutien technique et l'octroi d'un cash-flow de 18 millions d'euros pour financer le plan social.

Bercy aux manettes

Commissaire au redressement productif de la Lorraine, Eric Pierrat a participé aux négociations avec le groupe américain et monté le dossier jusqu'à Bercy. Les 14 et 18 décembre derniers, deux réunions organisées par le cabinet d'Arnaud Montebourg ont permis de débloquer les négociations avec Renault, mais les volumes promis restent insuffisants. Selon le scénario des repreneurs, la garantie d'un chiffre d'affaires annuel de 17 millions d'euros, tous clients confondus, permettrait la réembauche de 136 salariés.

VT2I entend maintenir une spécialisation dans les pièces de rechange et les produits de niche tout en

diversifiant ses marchés. La jeune société annonce d'ores et déjà des contrats dans le matériel de balayage et dans les appareillages médicaux.